Société civile et OGM : quelles stratégies internationales ?

Par

Publié le 02/11/2002, modifié le 08/07/2024

1/ Enjeux contradictoires pour des acteurs divers

L'arrivée des premières plantes génétiquement modifiées sur le marché (1996) a provoqué des réactions fortes et contradictoires de la part de tous ceux qui se sentent concernés par ce sujet. Et ils sont nombreux : consommateurs (nous tous), paysans, scientifiques, médecins, écologistes, politiques, firmes semencières, grande distribution de l'agro-alimentaire, religieux, ONG humanitaires … et ce, à tous les niveaux : locaux, nationaux, régionaux et international.

Sauver l'humanité ou détruire la planète ?
Il faut dire que les enjeux sont à la mesure des réactions. D'après les partisans des OGM, cette révolution biotechnologique permettra de sauver l'humanité de la malnutrition et de certaines maladies, ainsi que de protéger la planète des dégradations environnementales. D'après les opposants, les OGM exposent au contraire la planète et l'humanité aux pires dangers : risques alimentaires incontrôlés (notamment allergies, résistance à des antibiotiques…), stérilisation des semences, perte de l'autonomie des paysans, perte de la biodiversité… et à terme généralisation inévitable et irréversible des cultures OGM, sans doute au détriment d'autres systèmes de production plus durables, comme notamment l'agriculture biologique.

Ce cahier de propositions tente de synthétiser les termes de ces débats, d'expliquer la polémique ; mais surtout il rend compte de certaines des propositions de la société civile sur les OGM, analyse les conditions de leur application pour qu'elles soient viables, et propose des stratégies pour y parvenir.

Sommaire

1. Enjeux contradictoires pour des acteurs divers

2. Vers où aller ? : un monde sans OGM agricole !

3. Stratégie
3.1. L'urgence d'un moratoire international

3.2. Renforcer les législations nationales, régionales et internationales
3.2.1. Le Protocole de Biosécurité de Carthagène
3.2.2. Décliner le Protocole de Biosécurité de Carthagène dans les législations régionales et nationales
3.3. Comment obtenir ces changements ? En informant, puis en faisant pression
3.3.1. Informer
3.3.2. Des alliances larges
3.3.2.1. Les consommateurs : les premiers concernés
3.3.2.2. Les agriculteurs : pourquoi et comment les convaincre ?
3.3.2.3. Ouvrir la recherche publique aux préoccupations sociétales
3.3.3. Les actions de pression
3.3.3.1. Le local
3.3.3.2. Le national et le régional
-3.3.3.2. L'international

Annexes :

A1 - OGM : définition et historique
A2 - Les nombreuses applications de la transgénèse
A3 - Les risques liés aux OGM agricoles
A4 - Quelques initiatives législatives sur les OGM (étiquetage, moratoires…) : situation mondiale en 2001
A5 - Positions des différents acteurs
A6 - Quelques exemples d'actions
A7 - Loi fédérale suisse sur l'application du génie génétique au domaine non humain (Loi sur le génie génétique, LGG)
A8 - L'aide alimentaire, massivement transgénique
A9 - Déclaration de l'atelier OGM du Forum Mondial de Souveraineté alimentaire (La Havane, septembre 2001)
Bibliographie

Adresse de cet article : https://infogm.org/societe-civile-et-ogm-quelles-strategies-internationales/